

## LA LUTTE POUR L’EXISTENCE...

En feuilletant la collection du journal, je vois que les années 8 et 9 (1903-04) furent particulièrement difficiles. C'est souvent que l'on y voit annoncer la suppression du supplément.

Il fallait faire quelque chose pour sortir de l'impasse! Faire des économies? Impossible... Elles étaient déjà poussées à l'extrême limite. Je pensai à donner 8 pages de texte au lieu de 4, plus les 8 pages du supplément. Augmenter les frais alors que, jusque-là on n'avait eu que du déficit, c'était imiter *Gribouille*. Mais cela avait déjà réussi. Pourquoi ne réussirait-on pas encore?

Avec plus de texte, plus de variété, on devait attirer de nouveaux lecteurs. J'annonçai la chose afin d'y intéresser ces derniers.

D'autre part, le n°13 de la 10ème année portait un nouveau titre dessiné par Roubille qui, ainsi que d'autres camarades, avait dessiné des vignettes de rubriques.

En examinant les numéros aujourd'hui, je ne crois pas que le journal ait beaucoup gagné à l'innovation. Cependant, si j'avais été compris par les dessinateurs, les rubriques auraient pu fournir un grand choix de dessins satiriques. Roubille et quelques-uns s'y essayèrent, mais il aurait fallu que cela se renouvelât plus souvent. Je ne pouvais pas être tout le temps à importuner les artistes.

L'idée des vignettes devait amener celle de donner des dessins sur l'actualité. On pouvait compter sur la bonne volonté de certains dont la réputation n'était plus à faire: Stenlein, Willette, Roubille, Iribe, Grandjean, Luce, Signac, Couturier, Delaw, Delannoy, Van Dongen, Lebasque, Jossot, Kupka, sans compter nombre d'autres camarades moins connus.

Sur l'initiative d'Hermann-Paul, ils furent convoqués au journal. Ils n'y vinrent pas tous, mais les absents envoyèrent leur adhésion et promirent leur concours.

Il fut convenu que chacun à tour de rôle, donnerait un dessin par semaine. Je devais les prévenir lorsque viendrait leur tour, afin qu'il n'y eût pas d'oubli malencontreux. Hermann-Paul rêvait mieux. Il devait s'entendre avec le *Simplicissimus*, de Munich, pour que nous reproduisions quelques-uns de ses dessins: Madame Ménard devait aussi nous donner des dessins, qu'elle ne nous donna pas, du reste, mais elle paya largement son abonnement. L'idée du *Simplicissimus* resta également à l'état de projet.

En somme, cela marcha assez bien. Malgré l'augmentation des frais, la situation n'en fut pas plus difficile. Il y avait même une légère amélioration. Le nombre des acheteurs avait, certainement, augmenté. L'effort avait réussi.

*Va te faire f...iche!...* arriva une grève des typographes (avril 1906). L'imprimerie où se faisait le journal occupait des femmes. Elle fut mise à l'index. Je m'étais arrangé avec une autre pour le tirage du numéro qui était composé. Mais notre imprimeur éleva des difficultés pour laisser sortir les formes. Furieux du mauvais vouloir dont il faisait preuve, je résolus de le quitter. Or il fallait trouver les 700 francs que je lui devais.

Je priai Delesalle de les demander à un de ses amis, qui se prétendait anarchiste, et pour lequel nous avions édité un volume. Ces 700 francs lui auraient été rendus en moins d'un mois, le nouvel imprimeur nous consentant le crédit des premiers numéros.

Mais l'ami répondit à Delesalle qu'il venait d'acheter trois maisons et ne pouvait pas disposer des 700 francs.

Ce fut Dunois qui me les prêta. Il fut remboursé comme ci-dessus dit.

La grève eut un autre résultat, fatal pour nous. C'est que le coût d'impression, avec les nouveaux prix, augmentait nos dépenses de 70 à 80 francs

par numéro réduisant ainsi notre effort à néant. Avec l'impossibilité de recommencer de sitôt.

Nous avons fait un travail d'écureuil.

-----

Entre temps, les événements marchaient. En Russie, des mouvements annonçaient l'approche de la révolution.

Charles-Albert eut l'idée de commémorer l'anniversaire de la mort de Lavrof en organisant une manifestation où les révolutionnaires seraient venus, le 5 février 1905, proclamer leurs sympathies pour la révolution russe.

Un comité fut formé, où, à côté des noms des rédacteurs des *Temps Nouveaux*, on pouvait lire ceux de A. France, Séverine, Quillard, Descaves, de Pressensé, Bouchor, Steinlen, Lermina, Jaurès, Geoffroy et quantités d'autres.

Mais, patatras! dans la semaine où devait avoir lieu la manifestation, le comité fut avisé par France, Quillard et Mirbeau que l'on tenait de source certaine que la manifestation serait empêchée férocement et servirait de prétexte à l'expulsion des réfugiés russes. Par une note aux journaux signée France, Quillard, Mirbeau, Hérold, le comité annonça que, devant les menaces du gouvernement, la manifestation n'aurait pas lieu. Avec les protestations de rigueur, bien entendu.

Charles-Albert et moi refusâmes de signer le contre-ordre, et expliquâmes dans le journal que nous n'approuvions pas cette reculade: que plier devant la menace gouvernementale, c'était encourager les gouvernants à user de la manière forte. Mais l'idée de manifestation était tuée, puisque ceux qui auraient pu amener les manifestants se retiraient.

Cela n'empêcha pas la révolution russe d'éclater. (Nous ne sommes qu'en 1905).

-----

Plus tard, ce fut Alphonse XIII qui vint rendre visite à Loubet. A leur sortie de l'Opéra, une bombe fut lancée contre leur voiture, sans occasionner d'autres dommages que des blessures à des pauvres diables de chevaux qui n'y pouvaient rien.

Seulement, ce fut l'occasion d'arrêter divers camarades, entres autres Malato, que les journaux bourgeois accusèrent d'avoir, dans les *Temps*

*Nouveaux*, réclamé la mort du roi.

Etait-ce ignorance ou mauvaise foi? Malato n'avait jamais écrit dans les *Temps Nouveaux*.

Cet attentat fut un véritable roman policier à la Gaboriau. La police instruite, paraît-il, du complot, avait assisté au départ d'Espagne des bombes, les avait suivies jusqu'à leur réception par les conjurés à Paris, ne les perdant de vue qu'au moment où ils allaient s'en servir!

Mais quelle fut ma stupéfaction, lorsque, appelé chez Leydet, le juge chargé d'instruire l'affaire, je fus mis en présence de copie écrite par moi, et d'une lettre de Stock à moi adressée.

Leydet m'affirma les avoir trouvées lui-même dans les bois de Vélizy, enveloppant des bombes, soi-disant cachées par Vallina - un camarade espagnol arrêté - quant à la lettre de Stock, elle était déchirée en menus morceaux, jetés au vent. Et, miracle! tous avaient été retrouvés! parmi les herbes, les buissons, les taillis et autres frondaisons. Elle était là, reconstituée! Pour les morceaux de copie qui enveloppaient les bombes, ils pouvaient bien être grands comme la main!

M. Leydet me demanda ce que cela signifiait. Je lui répondis que s'il voulait me l'expliquer, je lui en serais reconnaissant. Mais que, peut-être, le Préfet de Police serait à même, beaucoup mieux que n'importe qui, de résoudre le rébus.

Quant à moi, n'étant pas allé me promener dans les bois de Vélizy, je ne pouvais y avoir semé ma correspondance, qu'au surplus, je n'avais pas pour habitude de me promener avec elle. Et que si j'avais eu des bombes à cacher, je ne les aurais pas enfouies avec des pièces pouvant permettre d'identifier, aussitôt, celui qui les avait déposées là.

Les bombes avaient été cachées par un policier, cela ne faisait aucun doute.

Comment pouvais-je expliquer que ces papiers fussent tombés entre les mains d'un policier? La lettre de Stock m'avait bien été remise par la poste!

Oui, ma lettre de Stock avait été en ma possession. Comment les policiers avaient-ils pu s'emparer de papiers m'appartenant? Qui pourrait le dire? Il arrivait au bureau toutes sortes de gens pour acheter des brochures. Quand j'avais le dos tourné pour les servir, il était facile de rafler sur la table ce qui était à portée. Et, en effet, je ne voyais guère à donner que cette explication.

Parmi les arrêtés, il y avait bien un nommé Harvey dont le rôle dans cette affaire fut plus que suspect, et qui venait parfois au bureau. Mais il y avait des mois que lui et Vallina n'y avaient pas mis les pieds, et les papiers étaient de beaucoup postérieurs à leur dernière visite.

Pendant qu'il m'interrogeait, Leydet alla parler, par acoustique, à quelqu'un, lui donna rendez-vous pour le lendemain. «*Bon, pensai-je, attendons-nous à quelque perquisition pour demain. Si pas pis*».

C'était une fausse alerte. Par les journaux du lendemain, j'appris qu'il s'était agi d'une expédition au domicile de Malato.

Le complot était si mal machiné que je ne fus plus inquiété, et les accusés furent acquittés.

Appelé comme témoin au procès, les accusés me firent demander qui je soupçonnais d'avoir jeté les bombes contre la voiture présidentielle.

A cette question, pas d'hésitation: «*Ceux qui, ayant suivi leur trajet depuis la fabrication jusqu'à leur départ d'Espagne ne les avaient perdues de vue qu'au moment où on allait s'en servir* ».

Puis, comme je ne tenais pas à perdre mon temps à la Cour d'Assises, je demandai l'autorisation, si l'on n'avait plus besoin de moi, de ne plus y revenir. Ce qui me fut accordé.

Dans son réquisitoire, Bulot - toujours lui - déblatéra contre moi tant qu'il put. Il s'attaqua aussi à Emile Henry. Mais Fortuné, le frère de ce dernier, se trouvant dans la salle, prit la défense de son frère et souleva un vif incident en prenant notre ennemi à partie.

Ce n'est qu'en lisant les journaux, le lendemain, que j'eus connaissance de l'intervention de Bulot. Je regrettai mon absence, j'en aurais profité pour lui demander si, lui, magistrat, devait ignorer qu'il est défendu de revenir sur la chose jugée!

Vers la même époque, une voisine qui habitait au rez-de-chaussée, dans la cour, me prit un jour à part pour me dire qu'elle était sûre que, certaines nuits, on s'introduisait dans le bureau.

Pour vérifier le fait, je couchai plusieurs nuits de suite au journal, sur la table, mais rien de suspect ne se produisit. Courbaturé, je cessai la surveillance, me contentant de faire mettre une serrure de sûreté.

La grève des typos nous avait ramenés à notre point de départ. Nous avions nos douze pages, nous avions des dessins, mais les difficultés financières s'en trouvaient d'autant augmentées.

J'eus recours à un expédient qui m'avait souvent été suggéré, mais que j'avais toujours repoussé: Mettre le numéro à 0fr.15.

Je m'attendais bien à un peu de baisse, mais pas à ce qu'elle fut ni où elle se fit.

Ce fut à Paris, surtout, que cette baisse fut appréciable. De 1.200 exemplaires que nous vendions, nous tombâmes à moins de 300. En province elle baissa seulement de 1.500 par mois.

Il faut dire, que, à ce moment, deux forts courants de déviation qui devaient miner le mouvement anarchiste commençaient à se développer. C'était l'individualisme et le néo-malthusianisme.

Mais le pis est, je crois, que notre mise à 0fr.15 coïncida avec l'apparition de *La Guerre Sociale*, qui, avec les individualistes, apportait à certains anarchistes ce révolutionnarisme de phrases que nous avons toujours refusé d'employer.

Jusque-là, on nous avait acceptés faute de mieux, mais, lorsque Hervé arriva avec sa *Mamzelle Cisaille* et son citoyen *Browning*, cela emballa tous ceux qui, enfin, avaient trouvé la feuille de leurs rêves, et qui pensaient que la moitié de la révolution était faite si leur journal, dans chaque numéro, mangeait du bourgeois, et si leurs écrivains employaient constamment les mots: bombes, incendies, «*casser la gueule*», et accrochaient, figurativement, aux becs de gaz, une demi-douzaine de gouvernants et de politiciens dans chaque article.

*La Guerre Sociale* leur apportait cela, et davantage encore. Le «*Citoyen Browning*» et «*Mamzelle Cisaille*», ces deux précieuses inventions de Hervé, firent la fortune de son journal, si cela valut le bain ou la prison à quelques naïfs qui, ne se contentant pas de mots, passèrent aux faits, croyant que c'était arrivé.

Ils payèrent les pots cassés, mais aujourd'hui, Hervé, casé dans un journal bourgeois, soutient la politique réactionnaire de Poincaré, et ses lieutenants sont lancés dans le monde des affaires.

Il y eut bien d'autres petites saletés. Mais à quoi bon remuer ce fumier!

-----

Pour en revenir à ce qui nous concerne, la mise à 0fr.15 ne fut pas une brillante idée, ni une heureuse spéculation.

-----

Cela ne nous empêchait pas de mener quelques campagnes de propagande chaque fois qu'il était possible. En 1907, ce fut l'affaire Joris.

Ce camarade était allé à Constantinople sur l'invitation des Arméniens pour les aider dans leurs efforts de défense contre l'arbitraire du «*Sultan Rouge*». Arrêté à la suite d'un attentat contre ce massacreur, Joris fut condamné à mort.

A plusieurs reprises, il put nous envoyer des lettres (1) qu'il avait trouvé le moyen de faire sortir de sa prison. A force d'en appeler à l'opinion publique, elle finit par s'y intéresser. Joris put être arraché à Abdul-Hamid. Il fut rendu à la Belgique dont il était sujet, et où des amis avaient mené une campagne active en sa faveur. Il était resté deux ans en prison, au régime des condamnés à mort.

-----

Mais il faut en revenir aux mesquineries de la vie. La vente avait baissé. Nous ne pouvions accepter cela. Les 0fr.15 étant une faillite, il fallait revenir aux 0fr.10. Un appel signé de tous les amis du journal fut fait en ce sens, et une tombola organisée. En octobre 1907, nous revenions à notre prix de 0 fr. 10.

En novembre, nous organisâmes, à l'occasion de l'anniversaire des *Martyrs de Chicago*, un meeting international en faveur de Joris et Matha. Ce dernier était poursuivi comme faux monnayeur, la police ayant saisi au *Libertaire* un attirail de faux monnayeur déposé à l'insu de Matha qui affirmait

être victime d'une machination policière.

Je dois dire que, malgré les difficultés pécuniaires, j'avais procédé à l'édition de *Guerre-Militarisme*, de *Patriotisme-Colonisation*, de trois séries du *Coin des Enfants*, de *Terre Libre*, d'un album des dessins parus dans le journal, des tirages à part des gravures de *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*, ainsi que de nombreuses cartes postales, et terminé l'édition de nos lithographies.

Tout cela ne se vendait pas «*comme du bon pain*», mais s'écoulait petit à petit, aidant à la publication du journal.

La tombola avait produit 9.300 francs, à un franc le billet. Elle comportait près de 900 lots. Les billets non sortis étaient remboursables avec des lithos et des volumes de notre fond.

Mais ce ne fut qu'une bouchée. J'avais fait faire un petit affichage. Nous avions des déficits de 200 à 300 francs par mois. Et nous n'avions pas attendu le tirage de la tombola pour anticiper sur les recettes. La situation restait tout aussi difficile.

Desplanques m'ayant dit que, sentant qu'il était une charge pour le journal, il préférait se retirer tout en continuant sa collaboration, je résolus de ne paraître que tous les quinze jours et de faire la besogne tout seul.

J'annonçai ma résolution dans le n°61 de la quatorzième année (avril 1900) et la 15ème année débuta avec l'apparition bi-mensuelle.

Cela marcha assez bien, 18 mois environ. La vente s'était légèrement, très légèrement améliorée. Nous avions une économie de 40 fr. par semaine, -

(1) Voici l'une d'elles: *Prison Centrale Constantinople, le ... Juillet.*

*Cher Grave,*

*Je n'ai plus eu de vos nouvelles sur ma dernière lettre où je vous demandais l'adresse de Gadobert, en vous remettant égaleent une lettre pour Pierre Quillard. Cette lettre date du 6 Juin et Quillard ne m'a pas répondu... Ce qui m'étonne. Il fait presque comme les ministres et ambassadeurs.*

*Heureuse nouvelle. Grâce aux efforts des amis dont vous m'avez donné les adresses, et surtout V., mon ami d'ici a été sauvé. Le sultan l'a gracié sous la pression de l'ambassade d'Italie. Il est libre deux jours!*

*J'ai encore un camarade condamné à mort que je voudrais sauver, mais comme il est Grec, il faudrait cette fois-ci des adresses de Grèce. Connaissez-vous quelqu'un à Athènes ou ailleurs qui pourrait être utile? Si oui, veuillez me donner leurs adresses.*

*Avez-vous publié l'article que jvous ai envoyé? Il semble que, de fait, la question des pendaisons est désormais hors de cause quoique le Sultan me tient toujours sous le régime de «l'interdit». Personne ne peut me voir, ni me causer. Pas même le directeur, ni les médecins de la prison! Ces gens paraissent ne pas savoir que pour l'homme d'énergie il n'y a aucune chaîne possible.*

*L'hiver prochain, j'espère pouvoir tenter l'évasion. L'ami grec en question fait des préparatifs pour me faciliter la chose. Ça sera un peu rude, mais ça ira. Surtout, si lui parvient à se faire gracier un peu avant l'hiver. Il pourra prendre les dispositions nécessaires du côté extérieur de la prison.*

*Répondez-moi sans faute, S.V.P.*

Bien cordialement,

E. JORIS.

- 4/7 -

ces 40 francs représentaient les «*fabuleux*» appointements de ceux qui étaient au journal - nous économisions le déficit d'un numéro sur deux. On ne faisait tout de même pas les frais, mais le déficit n'était plus une entrave. Ça pouvait aller.

Oui, mais... il existait un camarade plein d'idées nouvelles qui, appliquées, devaient donner un nouvel essor à la propagande. De fait, il en avait de temps à autre d'excellentes. Seulement, si elles n'étaient pas déjà en pratique, c'est que les moyens manquaient pour les appliquer.

Qu'à cela ne tienne! Il était toujours plein de promesses. Il ferait ceci, organiserait cela. Il était prêt à se charger de tout.

Lui aussi, n'avait qu'un défaut. C'est que, une fois le dos tourné, il oubliait les promesses faites.

Un certain jour, il avait profité de mon absence du journal pour réunir les camarades qui s'y intéressaient et, leur proposa tout un plan de réformes et de changements, sans me consulter.

Ce fut Madame Girard qui vint me prévenir, mais Je n'eus pas à intervenir, l'homme ayant oublié tous ses projets d'amélioration et ses promesses financières.

Plus tard, ce fut moi qu'il vint trouver. Nous devons donner une plus grande extension au mouvement international. Il s'abonnerait à plusieurs des principaux journaux européens. Pour améliorer la rédaction, on paierait les articles.

Sur ce, je me gendarmai. Du reste, la question n'était pas à envisager pour le moment. Avant de penser à payer les rédacteurs, il fallait trouver le moyen de payer le marchand de papier, l'imprimeur et la poste.

Notre homme paierait de sa poche! Et, en cela, il était appuyé par Charles-Albert qui, ayant perdu de l'argent à dans diverses entreprises malheureuses, était dans la nécessité de trouver une occupation lui permettant, à lui aussi, de boucher les trous de son budget.

Naturellement, ce ne fut pas la raison qu'il donna, - peut-être même n'en avait-il pas conscience lui-même - mais ce fut celle que je compris. A l'appui de son opinion, il fit une série de critiques qui m'abasourdirent.

Il y avait des numéros du journal où des articles faisaient double emploi. D'autre part, il y avait des

titres qui n'avaient pas assez de blanc dans la mise en page; d'autres qui avaient des coquilles, etc..., etc...

C'était après une collaboration de plus de vingt années que Charles-Albert élevait ces critiques dont quelques-unes pouvaient être justes mais qu'il était malvenu de faire, car, étant libre, il aurait pu sacrifier une heure ou deux chaque semaine pour venir avec moi à l'imprimerie assister à la mise en page, et donner ses conseils.

Je vois, dis-je à Charles-Albert, que c'est la création d'un poste d'inspecteur des blancs de la mise en page, que vous proposez. Ce qui eut pour effet de le froisser.

A la fin, il semblait revenu de sa mauvaise humeur. Il convint que tant que la situation du journal ne serait pas meilleure, il était impossible de payer les articles. Nous ne pouvions pas nous reposer sur la bonne volonté d'un seul pour inaugurer cela.

Ce fut peu de temps après qu'il inventa avec un nommé Duchêne, un nouveau parti révolutionnaire qui, du reste ne vit jamais le jour. Mais il cessa sa collaboration, trouvant que le moment était venu de «*reviser*» ses idées. Quant au bonhomme aux promesses, j'aime à penser qu'il était animé de bonnes intentions. Seulement, il en restait là.

-----

Mais ceci est de l'histoire ancienne. Il lui arrivait parfois, de se rendre utile. Lors de l'affaire Ferrer, ce fut lui qui, sous le nom de Bertrand, nous aida à mener la campagne d'agitation en vue de sauver notre camarade. Il paya de sa poche les frais du numéro exceptionnel que nous publiâmes, qu'il rédigea lui-même, et où il raconta les forfaitures du procès, dont le texte fut reproduit en brochure.

La campagne, si elle ne réussit pas, avait été bien menée. Cela est à son actif. Je le prenais comme il était, continuant mes relations avec lui, prenant ses promesses pour ce qu'elles valaient.

Le journal paraissait tous les 15 jours depuis 18 mois environ, lorsqu'il vint me trouver pour me dire que, vraiment, c'était pitoyable pour les *Temps Nouveaux*, de ne paraître que tous les 15 jours, il fallait qu'ils redevinssent hebdomadaires.

- *Oui, mais qui comblera le déficit? A l'heure actuelle bien que la situation ne soit pas brillante, nous pouvons marcher sans trop de tiraillements.*

*Je ne veux pas risquer d'empirer la situation.*

*- A combien se monterait le déficit?*

*- Le calcul est facile à faire. — Mon livre de comptes était à jour. — Le numéro nous coûte tant. Il faudra que je reprenne un camarade avec moi, c'est 60 de plus par semaine. — 40 fr., c'était tout de même trop maigre.*

Nous avons tant d'abonnements par mois, tant de vente au numéro. Il rentrera tant. Le déficit pourra aller de 300 à 400 francs par mois.

*- Je peux faire la somme.*

Je me grattai l'oreille. Il paierait le déficit, c'était bientôt dit, je connaissais mon bonhomme, et n'avais pas la moindre confiance dans ses promesses. Mais c'était mon secret désir de voir le journal redevenir hebdomadaire.

Avant de me décider, cela méritait réflexion.

*J'en parlai à ma femme. Il ne faut pas plus compter sur Bertrand que sur une planche pourrie, dis-je. Avec lui, les promesses ne comptent pas.*

Et ma femme avait la même opinion, et était pour la prudence.

*- Oui, mais si nous pouvions reparaître tous les 8 jours, peut-être arriverions-nous à retrouver de nouveaux lecteurs, développer notre tirage et notre propagande. Il ne faut pas compter sur ses promesses, c'est entendu. Mais s'il s'engage, il tiendra quelque temps tout de même. Ne tiendrait-il que 6 mois, ça serait suffisant peut-être, pour que l'expérience réussisse.*

Bertrand m'avait dit que sa situation allait encore s'améliorer dans des proportions inespérées.

Reparaître tous les 8 jours était bien tentant. Le désir de reprendre notre place dans le mouvement l'emporta sur la prudence. Je répondis à Bertrand que, comptant cette fois qu'il tiendrait parole, j'allais tenter l'entreprise. Il me confirma ses promesses.

-----

J'annonçai nos projets dans le numéro 10 de la 16ème année. Et, dès le n°17, de la même année, nous inaugurons le retour à l'apparition hebdomadaire. Girard reprit ses fonctions avec mois au journal.

Le premier mois, le déficit ne fut que de 200 fr. Je m'empressai d'en aviser Bertrand, tout en le prévenant de ne rien augurer de ce que le déficit

était au-dessous des prévisions. Il pouvait les dépasser le mois suivant.

Bertrand m'apporta les 200 fr., mais, à son grand regret, il se voyait obligé de me prévenir de ne plus compter sur lui. Au lieu de s'améliorer, sa situation chez son employeur était devenue plus médiocre par une diminution de travail et d'appointements.

Ce fut un coup de massue, mais le vin était tiré, il fallait le boire. Ma femme et moi apprîmes ce qu'il en coûte de faire fonds sur certaines promesses.

Plus tard, en causant, Bertrand laissa échapper que le motif de sa défection ne devait avoir effet qu'un an plus tard et qu'il avait un projet en vue où il y avait de l'or à gagner.

L'homme était encore plus muflé - ou plus inconscient - que je ne l'eusse cru.

Dans le numéro du 8 avril suivant, je dus faire part de la situation aux lecteurs, et leur demander leur concours pour une tombola. Ce qu'il y en eut de ces tombolas!

Il faut dire que les concours ne nous firent jamais défaut. Seulement, il me fallait les stimuler. Mon insistance finissait par me gêner.

Je ne me rappelle pas ce que rapporta cette tombola - je ne retrouve pas les comptes - mais il y eut 2.024 lots, tous donnés par les amis du journal, parmi lesquels, comme toujours, les artistes se distinguèrent.

-----

Durant cette période, les «campagnes» furent nombreuses. Il y eut l'affaire de l'affiche antimilitariste. Un premier affichage ayant été poursuivi, il fut suivi d'un second, où figurèrent les signatures de plus d'un millier de camarades, protestant contre les poursuites.

Mais le Parquet fit un triage parmi les signataires, et se borna à en poursuivre moins d'une vingtaine qui, du reste, furent acquittés. Parmi eux étaient deux de nos collaborateurs, Charles-Albert et de Marmande. Tous les deux furent excellents, leurs petits froissements d'amour-propre n'ayant pas atteint le public.

Il y eut les affaires de Draveil, Raon-L'Etape, Villeneuve-St-Georges et Vimeux. Clemenceau, en ministre à poigne et voulant se distinguer, avait brutalement fait intervenir l'armée dans les grèves.

Dans toutes ces affaires, il y eut des morts et des blessés. A Vimeux, deux grévistes furent fusillés dans leur salle de réunion par les gendarmes.

En Espagne, à la suite d'un attentat contre le roi, Ferrer avait été arrêté. Il resta un an en prison, puis fut acquitté. Nous célébrâmes cet acquittement comme une victoire sur le cléricalisme. Comme il allait bientôt prendre sa revanche!

En Amérique, les chefs de la *Western Fédération of Miners* furent impliqués dans une espèce de complot; il fallait les tirer des griffes de la magistrature capitaliste et ne pas laisser recommencer le coup de Chicago.

En Argentine, c'était la police qui, à la suite d'une grève avait tiré sur la foule, tuant et blessant plusieurs personnes. En revanche, une bombe fut lancée contre la voiture du Préfet de Police maintenu en fonctions contre le sentiment populaire.

Ce fut alors une véritable terreur. L'état de siège fut proclamé. Les bureaux du journal *La Protesta*, des sièges de fédérations ouvrières furent envahis et saccagés par la police. Tous les militants furent arrêtés. Défense aux journaux de parler des arrestations et déportations. Je reçus avis des faits par un de nos correspondants de Buenos-Ayres, et par des réfugiés de Montevideo. Je fis un numéro supplémentaire. C'était en décembre 1909.

En août 1910, numéro spécial contre *Biribi*, avec textes de Jacques Dhur, P. Quillard, F. de Pressensé, A. Naquet, Sicard de Plauzolles, Malato, M. Sembat, J. Hadamard, V. Basch, et les camarades du journal.

Il fut fait un tirage à part des dessins de Grandjouan, Delannoy, Rodo, Signac et Luce. Avec un supplémentaire de Steinlen qui était arrivé trop tard pour le tirage du numéro.

A ce moment, le gouvernement poursuivait les signataires d'une affiche contre les bagnes militaires. Ils furent tous acquittés.

Plus tard, ce fut l'affaire Kotoku, - janvier 1911 - l'anarchiste japonais exécuté après un procès comme savent en faire tous les gouvernements lorsqu'ils veulent se débarrasser d'adversaires gênants.

Février 1911, mutinerie de marins brésiliens, dont plusieurs furent assassinés clandestinement. L'un d'eux, Candido, avait été notre correspondant.

La même année, nous eûmes une série d'articles, de différents docteurs, soit de la rédaction, soit du dehors, qui s'élevaient contre le criminel *droit à l'avortement* préconisé par certains néo-malthusiens qui, sans aucune connaissance médicale, faisaient le commerce de drogues, risquant la vie ou la santé tout au moins, des pauvres naïves qui avaient recours à leurs bons offices.

-----

Entre temps, espérant pouvoir améliorer la publication des brochures, j'eus l'idée d'en faire le travail d'un groupe à part - le groupe de propagande par la brochure - et d'offrir une prime à ceux qui souscriraient un certain nombre d'exemplaires. Cela nous fut une occasion d'éditer des lithographies de B. Naudin, des eaux-fortes de F. Jacques et de Daumont.

Nous pûmes régulariser l'impression des brochures, en tirant plus souvent. Il y avait bien chaque fois un déficit que devait combler le journal, mais le stock se vendant continuellement, après tout ce déficit n'était qu'une avance de fonds.

**Jean GRAVE.**

-----